



Déclassifié¹

AS/Soc (2025) PV08add

27 janvier 2026

Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Procès-verbal

de l'audition sur la situation des soldats ukrainiens invalides à la suite des hostilités, tenue à Paris le jeudi 4 décembre 2025

Mme Saskia Kluit, Présidente de la commission, ouvre l'audition organisée dans le cadre de la préparation du rapport sur « la situation des soldats ukrainiens invalides à la suite des hostilités » (M. Jan Filip Libicki, rapporteur, Pologne, PPE/DC) et souhaite la bienvenue à Mme Nataliia Kalmykova, ministre des Anciens combattants de l'Ukraine.

M. Libicki remercie la Ministre de sa présence. Il explique que le point de vue du ministère sur la situation actuelle, les besoins, les financements et les systèmes de soutien destinés aux soldats ukrainiens devenus handicapés du fait de la guerre en cours est essentiel pour la rédaction d'un rapport complet. Lors d'une audition tenue le 4 septembre à Paris avec des anciens combattants et le directeur du centre de réhabilitation Halychyna à Lviv, il a été mentionné que le nombre de personnes en situation de handicap en Ukraine augmente de manière spectaculaire depuis l'invasion à grande échelle, dépassant les 3 millions de personnes, dont plus de 100 000 souffrent d'amputations liées à la guerre. Les centres de réhabilitation étaient largement insuffisamment préparés et ont fait face à des pénuries de spécialistes. Certains soldats n'ont survécu que grâce à des traitements reçus à l'étranger.

Lors de l'audition de septembre, trois besoins urgents ont été identifiés : premièrement, une réhabilitation médicale et psychologique complète en raison de la prévalence de blessures multiples et complexes parmi les soldats ; deuxièmement, l'accès au logement et à l'emploi, de nombreux soldats ayant été déplacés et la société supposant à tort que les amputés ne peuvent pas travailler ; troisièmement, un soutien systémique pour le rétablissement de l'autonomie, notamment par des infrastructures accessibles, une assistance sociale et des possibilités de reconversion professionnelle.

L'Ukraine a commencé à répondre à ces défis en lançant un programme moderne de prothèses permettant aux anciens combattants de choisir leur prestataire, avec une prise en charge des coûts allant jusqu'à 100 000 USD. De nouvelles normes professionnelles pour les prothésistes ont été mises en œuvre. Le centre Halychyna réhabilite actuellement plus de 150 personnes par mois et représente 36 % de l'ensemble des appareillages prothétiques au niveau national. Néanmoins, le besoin en services de réhabilitation devrait perdurer encore 60 à 70 ans. Le représentant du centre Halychyna a souligné l'importance de la coopération internationale, d'une meilleure coordination, d'un financement accru – y compris en provenance des avoirs russes gelés – et de la reconnaissance du fait que les anciens combattants handicapés peuvent reprendre une activité professionnelle s'ils bénéficient d'un soutien adéquat. **M. Libicki** estime que la contribution du ministère est essentielle pour décrire l'ampleur des besoins, les capacités du système, les pénuries les plus urgentes – notamment le manque de psychologues et de soutien social – et pour définir les priorités d'un soutien international immédiat.

Mme Nataliia Kalmykova, ministre des Anciens combattants de l'Ukraine

Mme Kalmykova ouvre la discussion en présentant un aperçu de la situation actuelle. Elle indique que l'Ukraine compte actuellement environ 1,5 million d'anciens combattants, dont environ 400 000 avaient déjà le statut d'ancien combattant avant l'invasion à grande échelle. Beaucoup de ces anciens combattants souffrent également d'invalidités liées à la guerre. Elle souligne le vieillissement des forces armées et les récentes

¹ Le procès-verbal a été approuvé et déclassifié par la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable lors de sa réunion du 27 janvier 2026.

modifications législatives qui permettent aux soldats handicapés de reprendre des fonctions de combat. Mme Kalmykova rappelle également l'adoption de la stratégie politique pour les anciens combattants à l'horizon 2030, soulignant que la demande d'aide globale aux anciens combattants reste exceptionnellement élevée en raison de l'ampleur des blessures subies et de la nature durable des traumatismes.

La ministre présente l'Ukraine comme un terrain d'expérimentation d'une guerre en mutation rapide, soulignant l'expérience unique du pays et son devoir d'alerter la communauté internationale sur les changements fondamentaux qui transforment le champ de bataille moderne. Ces évolutions posent des défis directs et sans précédent à la médecine militaire et au soutien à long terme des anciens combattants, tout en ayant un impact sur la sécurité mondiale. La lutte continue de l'Ukraine pour les valeurs européennes impose l'innovation et la résilience et renforce la nécessité d'une coopération internationale et d'une adaptation des stratégies médicales aux nouvelles réalités de la guerre.

La ministre décrit un changement stratégique majeur dans la médecine militaire, qualifié de crise du CASEVAC. Au début de l'invasion à grande échelle, la distance d'évacuation des blessés (en anglais « Casualty Evacuation » ou CASEVAC) – entre le lieu de la blessure et le premier relais médical – n'était que de 1 à 2 kilomètres. Toutefois, en raison de la « saturation dense de l'espace aérien » liée à la prolifération des drones, cette distance a augmenté de manière critique pour atteindre 10 à 15 kilomètres.

Évoquant l'évolution de la nature des blessures et des besoins des anciens combattants, **la ministre** explique que la guerre par drones modifie profondément la nature des traumatismes liés au champ de bataille. Plus de 50 % des blessures sont désormais causées par des drones et leurs éclats, tandis que les blessures par balle représentent moins de 2 %. La médecine militaire traditionnelle, les équipements de protection et les tactiques – conçus pour faire face aux armes à feu – ne sont plus adaptés aux menaces actuelles. Les blessures liées aux drones consistent généralement en des plaies graves par éclats, comparables à celles provoquées par des grenades, entraînant des traumatismes complexes et des lésions étendues des tissus mous sur plusieurs régions du corps. Une autre conséquence grave de l'allongement des distances de CASEVAC est le taux élevé d'amputations. Les retards d'évacuation dus à la domination aérienne des drones, combinés à l'usage persistant de mines antipersonnel (souvent larguées par drones) entraînent une augmentation des amputations, en particulier des membres inférieurs au niveau du tibia.

Pour répondre à ces défis, l'Ukraine a mis en œuvre des innovations sans précédent. Le pays a commencé à utiliser des drones d'évacuation afin de faciliter le CASEVAC, permettant l'extraction à distance des blessés sur de longues distances sans intervention humaine directe. Cette initiative illustre la manière dont la technologie peut être mise au service de fins humanitaires. Toutefois, ces solutions technologiques doivent s'accompagner d'un changement doctrinal : une refonte des systèmes de formation militaire, des tactiques, des protocoles médicaux et des équipements de protection devient impérative.

Au-delà des soins médicaux d'urgence, l'expérience ukrainienne montre que les évolutions technologiques sur le champ de bataille créent de nouveaux besoins à long terme pour les anciens combattants. Un système global de soutien gouvernemental a été mis en place pour les anciens combattants, intégrant un accompagnement physique, psychologique, social et professionnel après les soins. Ce dispositif vise également à rassurer la communauté internationale quant à l'engagement de l'Ukraine en faveur du bien-être à long terme de ses anciens combattants. Les réseaux de réhabilitation ukrainiens comptent 569 prestataires de services opérant selon des normes unifiées, financés à hauteur de 6,5 milliards de hryvnias (140 millions d'euros) en 2024-2025. En matière de santé mentale, plus de 2 200 établissements médicaux et 16 000 professionnels proposent des services, soutenus par un réseau de 150 centres de santé mentale et de 326 centres de résilience, garantissant un accès sans obstacle et de proximité aux soins. Le gouvernement met également en œuvre des programmes éducatifs visant à développer une culture de la résilience émotionnelle, élément essentiel dans une société profondément traumatisée. En raison de la complexité des blessures liées à la guerre, l'Ukraine développe des programmes spécialisés pour les anciens combattants présentant les situations les plus complexes, par exemple ceux ayant perdu la vue. Ces programmes combinent soutien médical, psychologique et social, restaurent les compétences essentielles à la vie quotidienne, favorisent l'autonomie et facilitent l'intégration sociale.

L'Ukraine est le seul pays à élaborer une politique globale en faveur des anciens combattants en pleine guerre. Le modèle en évolution inclut la réhabilitation médicale et psychologique, l'éducation, l'emploi, les programmes sportifs et le soutien à l'entrepreneuriat. Plus de 130 000 anciens combattants participent à des activités sportives, 4 000 reçoivent une aide pour créer une entreprise, 13 000 suivent des programmes de reconversion professionnelle et 10 000 trouvent un nouvel emploi. Une plateforme numérique interministérielle, « Veteran PRO », a été créée afin de faciliter l'accès aux services destinés aux anciens combattants. Pour promouvoir l'inclusion, l'Ukraine œuvre systématiquement à la création d'un environnement sans obstacles : l'adaptation des lieux de travail pour les anciens combattants handicapés, l'amélioration de la mobilité individuelle et le développement d'infrastructures accessibles se poursuivent. 2000 assistants aux anciens combattants, dont la moitié sont eux-mêmes anciens combattants ou conjoints de militaires, aident les anciens combattants à travers

le pays à résoudre des difficultés non médicales. L'objectif principal de l'Ukraine est de garantir que chaque vétéran, homme ou femme, non seulement survive, mais puisse aussi se réinsérer pleinement dans la société, travailler, étudier, créer une entreprise, renouer avec sa communauté et mener une vie épanouie.

La ministre adresse ensuite plusieurs appels à l'Assemblée parlementaire. Premièrement, elle souligne la nécessité de faciliter la révision des protocoles médicaux internationaux afin de refléter les nouveaux types de blessures. Deuxièmement, les programmes de réhabilitation de haute technologie et de prothèses adaptés aux profils complexes des anciens combattants ukrainiens doivent bénéficier d'un soutien renforcé. Troisièmement, un dialogue international urgent est nécessaire sur la régulation des petits drones d'attaque afin d'empêcher leur transformation en instruments de terrorisme largement accessibles. Quatrièmement, le soutien international à long terme au renforcement des capacités en Ukraine doit être accru. Elle propose la création d'un fonds multi-donneurs pour les anciens combattants, doté de 50 à 200 millions d'euros, destiné à cofinancer le développement d'infrastructures de réinsertion (centres pour anciens combattants, installations sportives, plateformes numériques) et à investir dans la reconstruction du capital humain des anciens combattants pour la relance de l'Ukraine, ainsi que dans la formation de spécialistes. Enfin, elle plaide pour une coordination étroite avec le gouvernement ukrainien, en particulier avec son ministère, afin de garantir que les nouvelles initiatives internationales en faveur des anciens combattants et de leurs familles s'alignent efficacement sur les systèmes existants de soutien aux anciens combattants en Ukraine, en évitant les chevauchements et la fragmentation.

En conclusion, **la ministre** présente l'Ukraine non seulement comme un pays repoussant une agression, mais comme un précurseur confronté à une ère où même le jouet d'un enfant peut devenir une arme mortelle, où chaque seconde fait la différence entre la vie et la mort sur le champ de bataille, et où le soutien aux anciens combattants est central pour la sécurité de l'Europe elle-même. L'Europe et la communauté internationale doivent soutenir non seulement ceux qui défendent l'Ukraine, mais aussi tirer les enseignements de l'expérience durement acquise par l'Ukraine dans cette nouvelle ère de la guerre.

Discussion

M. Libicki félicite la ministre et l'Ukraine pour les progrès accomplis en matière de soutien aux anciens combattants en temps de guerre. S'appuyant sur l'audition de septembre et sur la conférence du Réseau parlementaire sur la situation des enfants d'Ukraine tenue à Tallinn, il met en lumière trois éléments principaux. Existe-t-il un soutien systémique au niveau local lorsque les soldats blessés retournent dans de petits villages ? Il semble y avoir un manque de tuteurs ou de mentors ayant déjà traversé une expérience similaire pour accompagner les anciens combattants en situation de handicap dans leur adaptation à de nouvelles circonstances ; le nombre d'assistants aux anciens combattants, actuellement d'environ 2 000, pourrait éventuellement être augmenté. En outre, les familles issues de petites villes ont besoin d'un soutien pour pouvoir financer un hébergement dans les grandes villes afin de rester auprès de leurs proches pendant la réhabilitation, ce qui est également important pour les anciens combattants au cours du processus de réhabilitation.

La ministre indique qu'il est nécessaire d'évaluer la qualité du système de tutorat. La réhabilitation est assurée dans les villages. Son ministère a élaboré un nouveau Code des anciens combattants afin d'unifier l'ensemble du système de politique en faveur des anciens combattants dans un cadre législatif unique, coordonné et moderne, et l'a soumis au Parlement en novembre 2025. Le gouvernement prend en charge les frais de logement des familles accompagnant les soldats blessés ayant des handicaps.

Lord Touhig confirme la nécessité de soutenir les familles des anciens combattants.

M. Candan interroge sur les formes de soutien les plus nécessaires de la part de la communauté internationale.

La ministre explique que le logement est un enjeu essentiel, notamment parce qu'un grand nombre d'anciens combattants sont des personnes déplacées à l'intérieur du pays. A cette fin, le soutien de la Banque de développement du Conseil de l'Europe serait utile.

Mme Khomenko invite les membres à financer ce soutien par des contributions volontaires.

M. Libicki remercie la ministre et réaffirme son engagement à expliquer à la communauté internationale que des fonds doivent être consacrés à aider les anciens combattants à retrouver une vie normale.

La Présidente remercie la ministre et les participants et clôt l'audition.

List of presence / Liste de présence

(The names of members who took part in the meeting are in bold / Les noms des membres ayant pris part à la réunion sont en caractères gras)

Chairperson / *Président·e*:

Ms / Mme Saskia Kluit	
------------------------------	--

Vice-Chairpersons / *Vice-Président·e·s* :

Ms / Mme Danuta Jazłowiecka	
Mr / M. Armen Gevorgyan	
Lord Don Touhig	

Members / Membres	Country / Pays	Alternates / Remplaçant·e·s
Ms Ogerta Manastirliu	Albania / <i>Albanie</i>	Zz...
Mr Cerni Escalé	Andorra / <i>Andorre</i>	Mme Bernadeta Coma
Mr Armen Gevorgyan	Armenia / <i>Arménie</i>	Ms Hripsime Grigoryan
Zz...	Austria / <i>Autriche</i>	Ms Doris Bures
Mr Andreas Minnich	Austria / <i>Autriche</i>	Ms Agnes Sirkka Prammer
Ms Anne Lambelin	Belgium / <i>Belgique</i>	Mr Andries Gryffroy
M. Benoît Lutgen	Belgium / <i>Belgique</i>	Mme Véronique Durenne
Ms Darijana Filipović	Bosnia and Herzegovina / <i>Bosnie-Herzégovine</i>	Mr Šemsudin Dedić
Ms Atidzhe Alieva-Veli		Mr Kostadin Angelov
Ms Maya Dimitrova	Bulgaria / <i>Bulgarie</i>	Mr Ilian Iontchev
Mr Marko Pavić	Croatia / <i>Croatie</i>	Ms Rada Borić
Ms Christiana Erotokritou	Cyprus / <i>Chypre</i>	Mr Constantinos Efstathiou
Ms Ivana Mádllová	Czechia / <i>Tchéquie</i>	Mr Aleš Juchelka
Ms Michaela Šebelová	Czechia / <i>Tchéquie</i>	Mr Ondřej Šimetka
Ms Camilla Fabricius	Denmark / <i>Danemark</i>	Ms Charlotte Bagge Hansen
Ms Hanah Lahe	Estonia / <i>Estonie</i>	Zz...
Ms Minna Reijonen	Finland / <i>Finlande</i>	Ms Miapetra Kumpula-Natri
Mme Sophia Chikrou	France	Ms Sabrina Sebaihi
M. Alexandre Dufosset	France	Mme Liliana Tanguy
M. Alain Milon	France	M. Alain Cadec
Mme Maud Petit	France	M. Jean Laussucq
Zz...	Georgia / <i>Géorgie</i>	Zz...
Mr Vinzenz Glaser	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms Christin Willnat
Ms Birgit Bessin	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms Martina Kempf
Mr Serdar Yüksel	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms Franziska Kersten
Ms Inge Gräßle	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms Julian Joswig
Ms Maria Syrengela	Greece / <i>Grèce</i>	Ms Maria-Nefeli Chatziioannidou
Mr Georgios Stamatis	Greece / <i>Grèce</i>	Mr Alexis Tsipras
Ms Mónika Bartos	Hungary / <i>Hongrie</i>	Mme Katalin Csöbör
Ms Mónika Dunai	Hungary / <i>Hongrie</i>	Ms Zita Gurmai

Ms Kolbrún Áslaugar Baldursdóttir	Iceland / <i>Islande</i>	Mr Ragnar Þór Ingólfsson
Mr Joseph O'Reilly	Ireland / <i>Irlande</i>	Mr Rónán Mullen
Ms Elena Bonetti	Italy / <i>Italie</i>	Mr Roberto Rosso
Ms Aurora Floridia	Italy / <i>Italie</i>	Mr Giuseppe De Cristofaro
Mr Alessandro Giglio Vigna	Italy / <i>Italie</i>	Mr Graziano Pizzimenti
Mr Stefano Maullu	Italy / <i>Italie</i>	Mr Francesco Zaffini
M. Andris Bērziņš	Latvia / <i>Lettonie</i>	Mr Edmunds Cepurītis
Mr Marc Risch	Liechtenstein	Mr Joachim Vogt
Ms Orinta Leiputė	Lithuania / <i>Lituanie</i>	Mr Zigmantas Balčytis
Mme Stéphanie Weydert	Luxembourg	M. Paul Galles
Mr Michael Farrugia	Malta / <i>Malte</i>	Mr Joseph Beppe Fenech Adami
Mr Ion Groza	Republic of Moldova / <i>République de Moldova</i>	Ms Diana Caraman
M. Régis Bergonzi	Monaco	Mme Béatrice Fresko-Rolfo
Mr Miloš Konatar	Montenegro / <i>Monténégro</i>	Mr Boris Mugoša
Ms Saskia Kluit	Netherlands / <i>Pays-Bas</i>	Ms Elly Van Wijk
Ms Carla Moonen	Netherlands / <i>Pays-Bas</i>	Mr Theo Bovens
Mr Bekim Kjoku	North Macedonia / <i>Macédoine du Nord</i>	Mr Sadula Duraki
Mr Per Vidar Kjølmoen	Norway / <i>Norvège</i>	Ms Seher Aydar
Ms Danuta Jazłowiecka	Poland / <i>Pologne</i>	Mr Mirosław Adam Orliński
Mr Jan Filip Libicki	Poland / <i>Pologne</i>	Ms Magdalena Biejat
Mr Ryszard Petru	Poland / <i>Pologne</i>	Zz...
Zz...	Portugal	Mr Nuno Fazenda
Mr Carlos Silva Santiago	Portugal	Zz...
Ms Georgeta-Carmen Holban	Romania / <i>Roumanie</i>	Ms Mirela Elena Adomnicai
Ms Dumitrina Mitrea	Romania / <i>Roumanie</i>	Mr Iulian Bulai
Mr Robert-Ionatan Sighiartau	Romania / <i>Roumanie</i>	Ms Maria-Gabriela Horga
Mr Gerardo Giovagnoli	San Marino / <i>Saint-Marin</i>	Ms Alice Mina
Mr Vladimir Đorđević	Serbia / <i>Serbie</i>	Mr Predrag Marsenić
Ms Tatjana Pašić	Serbia / <i>Serbie</i>	Ms Jelena Milošević
Zz...	Slovak Republic / <i>République Slovaque</i>	Mr Pavol Goga
Mr Dean Premik	Slovenia / <i>Slovénie</i>	Ms Iva Dimic
Ms María Fernández	Spain / <i>Espagne</i>	Mr Alfonso Rodríguez
Mr José Latorre	Spain / <i>Espagne</i>	Ms Marta González Vázquez
Ms Carmen Leyte	Spain / <i>Espagne</i>	Ms Luz Martinez Seijo
Ms Sofia Amloh	Sweden / <i>Suède</i>	Ms Annika Strandhäll
Ms Victoria Tiblom	Sweden / <i>Suède</i>	Ms Boriana Åberg
Mme Céline Amaudruz	Switzerland / <i>Suisse</i>	Mme Valérie Piller Carrard
Ms Sibel Arslan	Switzerland / <i>Suisse</i>	Mr Fabian Molina
Ms Gökçe Gökçen	Türkiye	Mr Namık Tan
Mr Berdan Öztürk	Türkiye	Ms Sevilay Özen
Mr Sevan Sivacioğlu	Türkiye	Ms Sena Nur Çelik Kanat
Mr Murat Cahid Cingi	Türkiye	Mr Mustafa Canbey
Ms Olena Khomenko	Ukraine	Ms Larysa Bilozir

Ms Yuliia Ovchynnykova	Ukraine	Mr Andrii Lopushanskyi
Ms Lesia Zaburanna	Ukraine	Mr Rostyslav Tistyk
Ms Alicia Kearns	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Mr Dan Aldridge
Ms Kate Osamor	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Mr Perran Moon
Ms Elaine Stewart	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Mr Mike Reader
Lord Don Touhig	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Ms Michelle Welsh

Partners for Democracy / Partenaires pour la Démocratie

Mr / M. Allal Amraoui, Morocco / *Maroc*

Mr / M. Hassan Arif, Morocco / *Maroc*

Secretariat of Delegation or of Political Group / Secrétariat de Délégation ou de Groupe politique

Ms / *Mme* Marina Giovannini, Italy / *Italie*

Ms / *Mme* Carmen Ionescu, Romania / *Roumanie*

Mr / M. Sabih Gazi Öztürk, Türkiye

Ms / *Mme* Francesca Arbogast, Executive Secretary SOC Group / *Secrétaire Exécutive Groupe SOC*

Experts / Expert·es

Ms / *Mme* Nataliia Kalmykova, Minister of Veterans Affairs of Ukraine

Mr / M. Taras Vysotskyi, Deputy Minister of Economy, Environment, and Agriculture of Ukraine

Ms / *Mme* Sabrina Cajoly, founder of Kimbé Rèd, French West Indies

Other persons present / Autres personnes présentes

Mr / M. Armağan Candan, Cyprus / *Chypre*

Ms / *Mme* Yuliia Kholodniuk, Chief Staff, Ministry of Veterans Affairs of Ukraine

Council of Europe staff / Secrétariat du Conseil de l'Europe

Ms / *Mme* Anastasiia Saliuk, Head of the Transversal Human Rights Responses Unit, DGI

Secretariat of the Parliamentary Assembly / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire

Ms / *Mme* Louise Barton, Director, Inclusive and Sustainable Societies and Co-operation Directorate / *Directrice, Direction des sociétés inclusives et durables et de la coopération*

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development /
Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Ms / *Mme* Catherine Du BernardHead of the Secretariat / *Cheffe du Secrétariat*
 Ms / *Mme* Aiste RamanauskaiteSecretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*
 Ms / *Mme* Jannick DevauxSecretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*
 Ms / *Mme* Claire Dubois-HamdiSecretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*
 Ms / *Mme* Özgü Tan.....Assistant/ *Assistante*